

Société Anonyme d'HLM de Franche-Comté - Travaux d'amélioration de 32 logements 1 à 4, rue Berlioz à Besançon - Garantie de la Ville de Besançon, à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt de 1 400 000 F contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

M. LE MAIRE, Rapporteur : Afin de financer des travaux d'amélioration de 32 logements 1 à 4, rue Berlioz à Besançon pour lesquels elle a obtenu une subvention PALULOS de 560 000 F, la SAFC envisage de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations un prêt de 1 400 000 F à taux révisable (actuellement 5,80 %), d'une durée de 15 ans.

La garantie communale est sollicitée à hauteur de 50 %, la garantie des 50 % restants étant demandée au Département.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de donner satisfaction à cette demande et de prendre la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu la demande formulée par la SAFC tendant à obtenir la garantie communale, à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un prêt de 1 400 000 F destiné à financer les travaux d'amélioration de 32 logements, 1 à 4, rue Berlioz à Besançon,

Étant donné que le montant total des annuités d'emprunts déjà garantis ou cautionnés par la commune, à échoir au cours de l'exercice, majoré du montant net des annuités de la dette communale, n'excède pas un pourcentage défini par décret, des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget communal,

Après en avoir délibéré, décide :

Article 1^{er} : La Ville de Besançon accorde sa garantie à la SAFC, à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt à taux révisable (actuellement 5,80 %) de 1 400 000 F que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour une durée de 15 ans.

Le taux initial sera celui en vigueur à la date d'établissement du contrat. Toutefois, la garantie de la Ville ne s'appliquera que dans la limite des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis et assimilés publiés par l'INSEE (TMO).

Au cas où ledit organisme, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Commune de Besançon s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande de l'organisation prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que le prêteur discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 2 : Le Conseil Municipal s'engage, pendant toute la durée de la période d'amortissement, à créer en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir le montant de l'annuité.

Article 3 : M. le Maire de Besançon est autorisé à intervenir au nom de la Commune au contrat d'emprunt à souscrire par la SAFC.

M. JACQUEMIN : Monsieur le Maire, serait-il possible à titre d'information que la SAFC qui, je crois, est le principal propriétaire sur le quartier des Orchamps, établisse une note à la destination du Conseil sur son programme d'ensemble de réhabilitation des logements. Si là quelques opérations démarrent, il y a tout de même des programmes qui ont beaucoup tardé me semble-t-il.

M. LE MAIRE : On va prendre note et demander ce bilan à la SAFC.

M. JACQUEMIN : J'insiste parce qu'il y a des opérations qui auraient vraiment dû, me semble-t-il, se faire depuis un certain temps déjà. Je crois qu'on a avantage à faire pression sur ce maître d'ouvrage afin qu'il mette le dynamisme nécessaire à ces réhabilitations. S'il faut se battre sur les crédits, on se battra sur les crédits PALULOS notamment, mais je crois qu'il faudrait relancer un peu le maître d'ouvrage.

M. LE MAIRE : Ce sera présenté, me dit-on, à la Commission élargie d'Urbanisme le 17 juin.

M. JACQUEMIN : Le plan d'ensemble ?

M. LE MAIRE : En outre, oui !

La discussion est close.

Après en avoir délibéré et sur avis favorable de la Commission du Budget, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte ces propositions.